

La Lettre de la DGI

Bulletin d'information de la Direction Générale des Impôts

N°84 -2017

L'IMPÔT FORFAITAIRE UNIQUE Une simplification significative des procédures

EDITORIAL

FOCUS FISCAL

IFU, des simplifications significatives

LEGIS-FISCAL

Tableau récapitulatif des nouvelles déclarations fiscales devant être souscrites par les contribuables IFU

Nos relations publiques

Revue statistique

Institué par la loi de finances pour 2007, l'impôt forfaitaire unique a connu des réaménagements substantiels par l'élargissement de son assiette et la simplification de ses procédures de déclaration et de paiement, notamment lors de la dernière loi de finances pour 2017.

En effet, la mise en place de la procédure de l'auto liquidation de l'IFU, qui offre au contribuable le droit de déclarer lui-même le chiffre d'affaires dont il est susceptible de réaliser et de payer l'impôt correspondant et ce, contrairement à l'ancienne procédure communément appelée « procédure contradictoire », a permis de réduire sensiblement les déplacements des contribuables et de soulager nos services opérationnels de la lourde gestion de ces dossiers fiscaux pour se consacrer à des tâches stratégiques.

Bien évidemment, cette situation ne doit, en aucun cas, éloigner le rôle de l'administration fiscale de son droit régalien de contrôle, après les échéances déclaratives et de paiement.

Dans cette optique d'allègement des procédures, prônée par les pouvoirs publics, la loi de finances pour 2017 a étalé les délais de souscription des déclarations de l'IFU et de son paiement et a institué de nouveaux imprimés remplissables et télé chargeables disponibles sur le site web de la DGI : www.mfdgi.gov.dz.

Le présent numéro de la LDGI nous renseigne sur toutes les facilitations liées à l'IFU, qui s'applique à une population fiscale très importante, qui dépasse les 1 400 000 contribuables, et qui est au centre des préoccupations de l'administration fiscale.

M. ZIKARA

DGI par intérim



FOCUS FISCAL

IFU, des simplifications significatives

Les personnes concernées par l'IFU

Le régime de l'impôt forfaitaire unique (IFU) concerne :

- Toute personne physique ou morale ainsi que toute société et coopérative exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou non commerciale dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas trente millions de dinars (30.000.000 DA) (**art 282 ter du CIDTA**).
- Les promoteurs d'investissements exerçant des activités ou projets, éligibles à " l'ANSEJ" ou à "l'ANGEM" ou à "la CNAC" dès lors que leurs chiffres d'affaires n'excèdent pas 30 000 000 DA.
- Les contribuables exploitant simultanément, dans une même localité ou dans des localités différentes, plusieurs établissements, boutiques, magasins, ateliers, autres lieux d'exercice d'une activité, chacun d'entre eux est considéré comme une entreprise en exploitation distincte faisant, dans tous les cas, l'objet d'une imposition séparée, dès lors que le chiffre d'affaires total réalisé au titre de l'ensemble des activités exercées n'excède pas le seuil de trente millions de dinars (30 000 000 DA).

Les taux de l'IFU



L'IFU comprend deux (2) taux :

- 5% pour les activités de production et vente de biens
- 12% pour les autres activités.

Si vous exercez conjointement deux activités soumises à des taux différents de l'IFU, l'imposition s'opère par l'application du taux correspondant à chaque activité, au chiffre d'affaires correspondant d'une façon distincte.

Extension du délai de souscription de la déclaration IFU

Si vous êtes soumis au régime de l'impôt forfaitaire unique (IFU), vous êtes tenus de souscrire et de faire parvenir à l'inspecteur des impôts du lieu d'implantation de votre activité, une déclaration prévisionnelle (**série G12**). Vous devez souscrire cette déclaration entre le **1^{er} et le 30 juin** de chaque année (**au lieu 1^{er} février de chaque année .art 1^{er} du CPF**).

Au cas où votre chiffre d'affaires déclaré sur l'imprimé initial (**série G12**) est supérieur au chiffre d'affaires prévisionnel déclaré au titre de l'année N, vous devez déposer une déclaration complémentaire (**série G12 ter**), à titre de régularisation, entre le **20 janvier et le 15 février** de l'année N+1, (**au lieu de la période entre le 15 et le 30 janvier de l'année N+1**). A ce titre :

- Si votre chiffre d'affaires réalisé en N est supérieur à celui porté sur la déclaration prévisionnelle, l'écart est soumis à l'IFU avec paiement spontané des droits ;
- Si votre chiffre d'affaires réalisé en N dépasse le seuil de l'IFU, l'écart est soumis à l'IFU avec paiement spontané des droits et vous serez reversé au régime du réel à compter de l'année concernée tout en vous informant de la dénonciation du régime du forfait.

Dans le cas où votre chiffre d'affaires réalisé est inférieur au chiffre d'affaires prévisionnel déclaré au titre de l'année N, le service de gestion prendra en considération la baisse des CA sur les droits IFU déjà acquittés et cela suite à votre demande avec présentation de justifications probantes (situation résultant d'événement exceptionnel tel que l'incapacité d'exercer ou une conjoncture défavorable). La différence constitue un crédit d'impôt qui s'impute sur l'IFU prévisionnel de l'exercice suivant.

Le défaut ou le retard dans la souscription de la déclaration prévisionnelle et/ou complémentaire entraîne l'application des pénalités indiquées par les dispositions de l'article 192 et 402 du CIDTA.



Assouplissement de l'obligation de paiement de l'impôt

L'article 14 de la LF pour 2017 prévoit deux modalités de versement de l'IFU, selon votre choix: un paiement intégral et un paiement fractionné (**article 365 du CIDTA**).

Paiement intégral, une seule démarche pour payer l'IFU: Si vous optez pour le paiement intégral, vous devez payer l'IFU dans sa totalité lors du dépôt de la déclaration prévisionnelle (**série G12**) entre le 1^{er} juin 2017 et le 30 juin 2017.

Cette déclaration sert également de bordereau avis de versement de l'impôt ;

Paiement fractionné, un allègement pour votre trésorerie : Si vous optez pour le paiement fractionné, vous devez vous acquitter de 50% du montant total de l'IFU, à la date du dépôt de la déclaration prévisionnelle (**série G12**) au moyen de celle-ci qui sert également de bordereau de versement de cet impôt.



Vous devez vous acquitter des 50% restants suivant deux versements égaux :

- 1^{er} versement (25% du montant total annuel de l'IFU) **du 01^{er} au 15 septembre** au moyen du bordereau avis de versement fractionné de l'IFU (**série G50 bis**).
- 2^{ème} versement (25% du montant total annuel de l'IFU) **du 1^{er} au 15 décembre de l'année** au moyen du bordereau avis de versement fractionné de l'IFU (**série G50 bis**).

Echéance de paiement de l'IRG/salaires: Si vous relevez de l'IFU et que vous versez des salaires, vous êtes tenus de procéder à la déclaration des retenues et au versement de l'IRG correspondant.

Le versement des sommes dues, au titre de l'IRG/Salaires, doit s'effectuer dans les 20 premiers jours du mois suivant le trimestre civil au cours duquel les retenues ont été effectuées, au lieu des 20 premiers jours du mois qui suit celui où les retenues ont été effectuées (**art 7 de LF pour 2017 modifiant l'art 129-1 du CIDTA**).

Lorsque le délai de paiement expire un jour de congé légal, le paiement est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

Option pour le régime du réel

Si vous êtes soumis à l'IFU et vous désirez opter pour le régime du réel, vous déposez une demande au niveau du service gestionnaire compétent. Cette demande est (**art 3 du CPF**):

- A déposer avant le **1^{er} février** de la première année au titre de laquelle vous désirez appliquer le régime du bénéfice réel ;

A titre tout à fait exceptionnel et pour l'année en cours, ce délai est aligné sur celui du dépôt de la déclaration annuelle (bilan) devant être déposée au plus tard le 30 avril 2017

- Valable et irrévocable pour une durée de 3 ans (la dite année et les deux années suivantes) ;
- Reconduite tacitement par période de trois ans.

Dans le cas où vous désirez renoncer à l'option du réel, vous devez notifier votre choix à l'administration fiscale avant le 1^{er} février de l'année suivant la période au cours de laquelle ladite option a été exercée ou reconduite tacitement.

Simplification des procédures pour les nouveaux contribuables

Si vous êtes un nouveau contribuable, vous êtes tenus de souscrire la déclaration prévisionnelle (**Série G12 bis**) et de vous acquitter spontanément du montant intégral de l'IFU dû jusqu'au **31 décembre** de l'année du début de votre activité.

Le non-respect du délai de déclaration et de versement de l'IFU entraîne l'application, à votre encontre, des majorations (pénalités d'assiette + pénalités de recouvrement) prévues par la législation fiscale en vigueur.



Obligations comptables des personnes soumises à l'IFU (art 1 du CPF)

→ Vous devez tenir et présenter à toute réquisition de l'administration fiscale, un registre côté et paraphé par les services fiscaux, récapitulé par année, contenant le détail de vos achats, appuyé des factures et de toutes pièces justificatives ;
→ Vous devez également tenir dans les mêmes conditions, un registre côté et

paraphé, contenant le détail de vos ventes ;
→ Si vous exercez une activité de prestation vous devez tenir un livre journal suivi au jour le jour et représentant le détail de vos recettes professionnelles.



Les obligations fiscales devant être honorées par les contribuables soumis à l'IFU bénéficiant des dispositifs d'aide à l'emploi de

Les contribuables bénéficiant des dispositifs d'aide à l'emploi (ANSEJ – CNAC -ANGEM) exonérés de l'IFU au titre de la durée de la phase d'exploitation, ne sont pas dispensés des obligations déclaratives prévues par la loi. En effet, ces derniers sont tenus de produire :

- une déclaration prévisionnelle (série G12) **sans paiement des droits correspondants** ;
- une déclaration complémentaire (série G12 ter) lorsque le chiffre d'affaires excède le montant indiqué dans leurs déclarations prévisionnelles

Cet écart déclaré ne donne lieu à aucun paiement de droit.

- une déclaration (série G 50 ter) bordereau avis de versement de l'IRG /salaires, d'opérer et de reverser les retenues IRG/Salaires, si ces contribuables bénéficiant de l'exonération IFU emploient des salariés.

Ils sont, par contre, soumis à un minimum d'imposition de 5.000 DA conformément aux dispositions de l'article 282 octies du CIDTA (à savoir 50% du minimum d'imposition prévu pour les autres contribuables soumis à l'IFU).



Régularisation des déclarations fiscales

Lorsque l'administration fiscale constate, postérieurement à la souscription de votre déclaration complémentaire, des insuffisances de déclaration sur la base d'éléments ou d'informations en sa possession [recoupements - PV de constat...], elle procède à la rectification de la base initialement déclarée sur les déclarations fiscales souscrites.

Cette régularisation s'opère dans le cadre du respect de la procédure contradictoire prévue par les dispositions de l'article 19 du CPF (**envoi notification initiale- respect du délai de 30**

jours accordé au contribuable pour formuler ses observations- notification définitive- émission de rôle de régularisation).

Les redressements sont établis et assortis des sanctions fiscales pour insuffisance de déclaration prévues à l'article 193 du CIDTA.

Cette rectification ne peut être opérée par le service qu'après l'expiration du délai de souscription des déclarations fiscales.

Répartition et affectation de l'IFU

Le produit de l'IFU est réparti comme suit :

- 49% au profit du budget de l'Etat ;
- 40,25% au profit des communes ;
- 5% au profit des wilayas ;
- 5% au profit de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (ex FCCL) ;
- 0,5% au profit des chambres de commerce et d'industrie ;
- 0,01% au profit de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers ;
- 0,24% au profit des Chambres de l'artisanat et des métiers ;

Le produit du minimum d'imposition (5000 DA pour le régime privilégié des jeunes promoteurs et 10.000 DA pour les autres) est affecté à 100% au profit des communes.



LEGIS-FISCAL

Dans le cadre de la dématérialisation des modalités de déclaration et de paiement des différents impôts et taxes, l'article 67 de la LF pour 2017 offre la possibilité aux contribuables de se faire délivrer les

imprimés fiscaux par voie électronique en donnant une assise juridique à cette procédure.

Tableau récapitulatif des nouvelles déclarations fiscales devant être souscrites par les contribuables IFU

Déclarations	Série	Délais	Objet
Déclaration du CA prévisionnel	G12	Entre le 01 ^{er} et le 30 juin de l'année	- indication du CA prévisionnel. - indication des salaires versés au titre de l'année N -1 - Païement spontané du montant intégral ou 50% de l'IFU en cas d'option pour le paiement fractionné.
Déclaration du CA prévisionnel (les nouveaux contribuables)	G12 bis	Au plus tard le 30 décembre de l'année.	- Indication du CA prévisionnel. - Indication des salaires versés au titre de la période d'activité. - Païement spontané du montant intégral de l'IFU.
Déclaration du CA complémentaire	G12 ter	Entre le 20 janvier et le 15 février de l'année N +1	Si le CA réalisé > CA prévisionnel : - Indication du CA réalisé. - païement spontané du montant intégral de l'IFU complémentaire.
bordereau avis de versement fractionné de l'IFU	G 50 bis	1^{ère} tranche du 01 au 15 septembre de l'année 2^{ème} tranche du 01 au 15 décembre	Les 50% de l'IFU restant (en cas d'option pour le paiement fractionné) sont fractionnés et payés en deux parts égales (25% chacune).
bordereau avis de versement de l'IRG /salaire	G 50 ter	Au plus tard le 20 du mois qui suit le trimestre civil considéré	- indication du montant total des salaires versés. - indication des retenues IRG/salaires opérées.

Les contribuables sont tenus de produire leurs déclarations et les bordereaux avis de versement en double exemplaire, l'un sera remis à la recette des impôts, l'autre (copie) est conservé par le contribuable pour justifier, le cas échéant, le dépôt de sa déclaration (la recette des impôts accuse réception de celle-ci).



Nos relations publiques

CDI EL-BAYADH :

Une journée d'information a eu lieu en date du 22 mars 2017 au niveau du Centre des Impôts d'El Bayad, coanimée par Mr BELARBI KADDA chef de centre et Mr Abdelaziz Karim Directeur de l'agence ANDI d'El Bayad. Cette rencontre a porté sur les obligations fiscales des bénéficiaires des avantages fiscaux et sur les

dispositions de la loi de finances 2017, notamment pour ce qui est des nouvelles modalités d'application de l'IFU, des nouvelles dispositions relatives à la TVA, des procédures contentieuses ainsi que les mesures de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales.



DIRECTION DES IMPOTS DE LA WILAYA DE BOUMERDES :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de modernisation de l'administration fiscale, la Direction des Impôts de la wilaya de Boumerdes a organisé, en date du 15 mars 2017, une séance

d'animation portant sur le système fiscal algérien au profit des promoteurs éligible à la Caisse Nationale d'Assurance-Chômage « CNAC ».

Revue statistique

Population fiscale /IFU

Suite à la refonte du régime de l'IFU et l'élargissement de son champ d'application par le relèvement du seuil IFU à 30.000.000 DA, la population IFU est passée de **1 217 579** (2015) à **1 465 836 (2016)** soit une augmentation de **17%**

Rendement de l'IFU

Le rendement de l'IFU au 31/12/ 2016 s'élève à 27,7 MDS DA et réparti comme suit :

IFU à 5% : 12 766 Millions de DA || **IFU à 12%** : 14 132 Millions de DA || **Minimum d'imposition** : 875 Millions de DA

L'examen des recouvrements IFU, réalisés en 2015 et 2016, fait ressortir un taux d'évolution de **16%**, en passant de **23,8 MDS/DA à 27, 7 MDS/DA** (+ 3,9 MDS/DA).

Ministère des Finances
Direction Générale des Impôts
Direction des Relations Publiques
et de la Communication

Immeuble Ahmed-Francis, cité Malki, Ben Aknoun, Alger
Tél. : 021 59 53 53
Postes : 36 15 - 36 16 - 36 71 - 36 72
Fax : 021 59 53 47

Directeur de Publication

Mustapha ZIKARA
(Directeur Général des Impôts par intérim)

Comité de rédaction

Brahim BENALI
(Directeur des Relations Publiques et de la Communication),
A. CHETTOUHI, H. MAÏZ (Chefs de bureaux),
R. SAHRAOUI, Traducteur.

نشرة المديرية العامة للضرائب

رقم: 84 / 2017

نشرة شهرية للمديرية العامة للضرائب

الضريبة الجزافية الوحيدة تبسيط معتبر للإجراءات

افتتاحية

وطبعا، لا يمكن لهذه الوضعية بأي حال من الأحوال أن تحول دون قيام الإدارة الجبائية بدورها المشروع في الرقابة بعد انقضاء الآجال التصريحية والدفع.

في هذا المنظور المتعلق بتخفيف الإجراءات الذي تنادي به السلطات العمومية، نص قانون المالية لسنة 2017 على تمديد آجال الاككتاب لتصريحات الضريبة الجزافية الوحيدة وكذا دفعها مع إحداث مطبوعات جديدة يمكن ملؤها وتحميلها عن بعد وهي متوفرة في الموقع الإلكتروني للمديرية العامة للضرائب

www.mfdgi.gov.dz

يعلمنا هذا الرقم من نشرة المديرية العامة للضرائب بكل التسهيلات ذات الصلة بالضريبة الجزافية الوحيدة التي تطبق على شريحة هامة من المكلفين بالضريبة يفوق عددهم 1.400.000 والتي تعتبر في صميم اهتمامات الإدارة الجبائية.

عرفت الضريبة الجزافية الوحيدة التي تم استحداثها بموجب قانون المالية لسنة 2007 عدة تعديلات جوهرية من خلال توسيع وعائها وتبسيط إجراءاتها المتعلقة بالتصريح والدفع، لاسيما ما جاء به آخر قانون للمالية لسنة 2017.

و عليه فان وضع إجراء التصفية الذاتية للضريبة الجزافية الوحيدة، يمنح للمكلف بالضريبة الحق بالتصريح بنفسه برقم الأعمال المتوقع تحقيقه ودفع الضريبة الموافقة له وهذا على عكس الإجراء السابق المسمى "الإجراء التناقضي" مما سمح بتقليص كبير لتنقلات المكلفين بالضريبة والتخفيف عن مصالحنا القاعدية عناء تسيير هذه الملفات الجبائية بغية التوجه إلى التركيز على المهام الإستراتيجية.



تمديد أجل اکتتاب التصريح الضريبة الجرافية الوحيدة

إذا كنتم خاضعين لنظام الضريبة الجرافية الوحيدة، يتعين عليكم اکتتاب و إرسال إلى مفتش الضرائب التابع له مكان ممارسة النشاط، تصريح تقديري (سلسلة ج 12). ينبغي عليكم اکتتاب هذا التصريح بين الفاتح و 30 جوان من كل سنة (بدلا من الفاتح فيفري من كل سنة. المادة 01 من قانون الإجراءات الجبائية).

في حالة ما إذا كان رقم أعمالكم المصرح به في المطبوعة الأصلية (سلسلة ج 12) يفوق رقم الأعمال التقديري المصرح به بعنوان السنة ن، فإنه يتعين عليكم إيداع تصريح تكميلي (سلسلة ج 12 مكرر 1) من أجل التسوية بين 20 جانفي و 15 فيفري من السنة ن+1 (بدلا من 15 إلى 30 جانفي من السنة ن+1). وفي هذا الصدد :

في حالة ما إذا تجاوز رقم الأعمال المحقق خلال السنة ن ذلك الوارد في التصريح التقديري، يخضع الفارق إلى الضريبة الجرافية الوحيدة مع دفع تلقائيا لمجمل الحقوق.

في حالة ما إذا تجاوز رقم الأعمال المحقق خلال السنة ن سقف الضريبة الجرافية الوحيدة، يخضع الفارق إلى الضريبة الجرافية الوحيدة مع دفع تلقائيا للحقوق وسيتم تحويلكم إلى النظام الحقيقي ابتداء من السنة المعنية مع إعلامكم بتخليكم عن النظام الجرافي.

في حالة ما إذا كان رقم الأعمال المحقق أقل من ذلك الوارد في التصريح التقديري المصرح به بعنوان السنة ن، تأخذ المصلحة الجبائية المشرفة على تسيير ملفكم الجبائي بعين الاعتبار انخفاض رقم أعمالكم بخصوص حقوق الضريبة الجرافية الوحيدة السابق تسديدها وهذا بعد تقديمكم لطلب مدعوم بالتبريرات المقنعة (وضعية ناجمة عن حدث استثنائي كعدم القدرة على مزاولة النشاط أو ظرف غير ملائمة). بشكل الفارق قرضا ضريبيا يخصم من الضريبة الجرافية الوحيدة التقديرية للسنة الموالية

ينجر عن عدم اکتتاب التصريح التقديري و/أو التكميلي أو التأخر في القيام بذلك تطبيق الغرامات المشار إليها في أحكام المادتين 192 و 402 من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة

الأشخاص المعنيون بالضريبة الجرافية الوحيدة

يخص نظام الضريبة الجرافية الوحيدة :

- الأشخاص الطبيعيون أو المعنويون والشركات والتعاونيات التي تمارس نشاطا صناعيا أو تجاريا أو حرفيا أو مهنة غير تجارية، الذين لا يتجاوز رقم أعمالهم السنوي ثلاثين مليون دينار (30.000.000 دج) (المادة 282 مكرر 1 من قانون الضرائب المباشرة و الرسوم المماثلة)
- المستثمرون الذين يمارسون أنشطة أو ينجزون مشاريع، و المؤهلون للاستفادة من دعم "الصندوق الوطني لدعم تشغيل الشباب" أو "الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر" أو "الصندوق الوطني للتأمين على البطالة" والذين لا يتجاوز رقم أعمالهم السنوي ثلاثين مليون دينار (30.000.000 دج).
- المكلفون بالضريبة الذين يستغلون في آن واحد وفي نفس المنطقة أو في مناطق مختلفة عدة مؤسسات أو دكاكين أو متاجر أو ورشات أو أماكن أخرى لممارسة نشاط ما، حيث تعتبر كل واحدة منها بمثابة مؤسسة مستغلة بصورة مغايرة و تكون في كل الحالات خاضعة للضريبة بصفة منفصلة ما دام رقم الأعمال الكلي المحقق بعنوان مجموع الأنشطة الممارسة لا يتجاوز سقف ثلاثين مليون دينار (30.000.000 دج).

معدلات الضريبة الجرافية الوحيدة



يحدد معدل الضريبة الجرافية الوحيدة كما يأتي:

- 5% بالنسبة لأنشطة الإنتاج و بيع السلع؛
- 12 % بالنسبة للأنشطة الأخرى.

إذا كنتم تمارسون نشاطين معا خاضعين لمعدلين مختلفين للضريبة الجرافية الوحيدة، تحسب الضريبة بشكل منفصل بتطبيق المعدل الخاص بكل نشاط على رقم الأعمال الموافق



يكون دفع المبالغ المستحقة بعنوان الضريبة على الدخل الإجمالي/ الأجر خلال العشرين (20) يوما الأولى من الشهر الذي يلي الفصل المدني الذي أجريت خلاله الاقتطاعات، بدلا من العشرين (20) يوما الأولى من الشهر الذي أجريت خلاله الاقتطاعات (المادة 7 من قانون المالية لسنة 2017 المعدل للمادة 1-129 من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة)

عندما يصادف آخر أجل للدفع يوم عطلة قانوني، يتم تأجيل الدفع إلى أول يوم عمل موالي

اختيار النظام الحقيقي

إذا كنتم خاضعين للضريبة الجزافية الوحيدة وترغبون في اختيار نظام الربح الحقيقي، يتعين عليكم تقديم طلب الاختيار لدى المصلحة المختصة التي تدير ملفكم. يجب إيداع الطلب (المادة 3 من قانون الإجراءات الجبائية) :

• قبل الفاتح فيفري من السنة الأولى التي يرغب فيها المكلف بالضريبة تطبيق نظام الربح الحقيقي.

بشكل استثنائي وفيما يخص السنة الجارية، تم تمديد هذا الأجل ليكون موافقا لتاريخ التصريح السنوي (الحصيلة) الواجب إيداعه بتاريخ 30 أبريل 2017 كآخر أجل.

- يعد الطلب صالحا ولا رجعة فيه لفترة ثلاث (3) سنوات (تلك السنة والسنتين الموالتان).
- يمدد ضمنا لفترة ثلاث (3) سنوات.

إذا كنتم ترغبون في التخلي عن اختيار نظام الربح الحقيقي، يتعين عليكم تبليغ الإدارة الجبائية بذلك قبل أول فبراير من السنة المالية للفترة التي تمت فيها ممارسة هذا الاختيار أو تم فيها التمديد ضمنا.

تبسيط الإجراءات بالنسبة للمكلفين بالضريبة الجدد

إذا كنتم من المكلفين بالضريبة الجدد، يتعين عليكم اكتتاب تصريح تقديري (سلسلة ج 12 مكرر) وتسديد تلقائيا للمبلغ الإجمالي للضريبة الجزافية الوحيدة المستحقة، وذلك قبل تاريخ 31 ديسمبر من سنة بداية نشاطكم.

يؤدي عدم احترام أجل اكتتاب الضريبة الجزافية الوحيدة ودفعها إلى تطبيق زيادات ضدكم (غرامات الوعاء + غرامات التحصيل) المنصوص عليها في التشريع الجبائي المعمول به

تسهيل التزامات دفع الضريبة

نصت المادة 14 من قانون المالية لسنة 2017 على كيفيتين لدفع الضريبة الجزافية الوحيدة حسب اختياركم: دفع إجمالي ودفع جزئي (المادة 365 من قانون الضرائب المباشرة و الرسوم المماثلة).

الدفع الإجمالي، إجراء واحد لدفع الضريبة الجزافية الوحيدة :

إذا اخترتم الدفع الإجمالي، يتعين عليكم دفع حقوق الضريبة الجزافية الوحيدة في مجملها عند إيداع التصريح التقديري (سلسلة ج 12) من الفاتح إلى 30 جوان 2017.

يعد أيضا هذا التصريح التقديري كجدول إشعار بدفع هذه الضريبة.

الدفع الجزئي، تخفيف على خزينةكم المالية :

إذا اخترتم الدفع الجزئي، يتعين عليكم دفع 50 % من المبلغ الإجمالي السنوي للضريبة الجزافية الوحيدة عند إيداع التصريح التقديري (سلسلة ج 12) ويعد أيضا هذا التصريح التقديري كجدول إشعار بدفع هذه الضريبة.



يتعين عليكم تسديد 50 % المتبقية على دفعتين متساويتين:

• الدفعة الأولى : 25 % من المبلغ السنوي الإجمالي للضريبة الجزافية الوحيدة من 01 إلى 15 سبتمبر، عن طريق جدول إشعار بالدفع الجزئي للضريبة الجزافية الوحيدة (سلسلة ج 50 مكرر).

• الدفعة الثانية : 25 % من المبلغ السنوي الإجمالي للضريبة الجزافية الوحيدة من 01 إلى 15 ديسمبر من السنة، عن طريق جدول إشعار بالدفع الجزئي للضريبة الجزافية الوحيدة (سلسلة ج 50 مكرر).

حلول أجل دفع الضريبة على الدخل الإجمالي / الأجر

إذا كنتم خاضعين للضريبة الجزافية الوحيدة وتدفعون أجورا لعمالكم، فإنه يتعين عليكم الشروع في الاقتطاعات ودفع الضريبة على الدخل الإجمالي الموافقة.